

DEPARTEMENT  
DE L'HERAULT  
-----  
ARRONDISSEMENT  
DE BEZIERS  
-----  
MAIRIE  
DE  
VIAS

**E X T R A I T**  
DU  
**Registre des Arrêtés du Maire**  
DE LA COMMUNE DE VIAS

**Arrêté n° : PM/ 2024-124**

**Objet : Permission d'occupation du domaine public « CIRCET / BOUYGUES TELECOM »**

Date de publication :

17/06/24

**LE MAIRE,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1,

**VU** le Code de la route et notamment l'article L.411-1,

**VU** la demande de la société CIRCET / BOUYGUES TELECOM sise 269 Avenue Lion 83210 Solliès-Pont, réceptionnée le 10 juin 2024, concernant l'autorisation d'occuper le domaine public au droit du 70 Chemin des Rosses à Vias, le vendredi 28 juin 2024, en vue d'y positionner une nacelle VL, dans le cadre d'un raccordement à la fibre optique,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces emprises,

**CONSIDERANT** que durant la période d'occupation du domaine public le vendredi 28 juin 2024, il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société CIRCET / BOUYGUES TELECOM est autorisée à positionner une nacelle VL au droit du 70 Chemin des Rosses à Vias, le vendredi 28 juin 2024 dans le cadre d'un raccordement à la fibre optique.

**ARTICLE 2 :** La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle notamment la partie sur les panneaux et dispositifs de signalisation temporaire.

La signalisation nécessaire dans son ensemble sera installée, entretenue et déposée par la société CIRCET / BOUYGUES TELECOM afin d'avertir les usagers de ces dispositions.

**ARTICLE 3 :** Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions suivantes :

- La circulation des véhicules sera alternée manuellement et limitée à 30 km/h.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

- Assurer la protection des piétons contre les risques dus à la circulation des véhicules.
- La protection des piétons et des véhicules doit également être assurée contre les chutes de matériaux ou matériels depuis la nacelle VL.
- Dans les chantiers, s'il y a risque de heurts par des véhicules ou engins, une signalisation doit être mise en place ainsi que tout moyen de fermeture de la zone.

**ARTICLE 4 :** La voie publique sera occupée le vendredi 28 juin 2024. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée. Les travaux devront être exécutés conformément aux normes annexées.

**ARTICLE 5 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra impérativement enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, à l'état initial la voie publique et ses dépendances. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toutes natures qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions visées à l'article 2 ou énoncées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 8 :** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

**ARTICLE 9 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Marseillan, le Chef de la Police Municipale de VIAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à VIAS le 11 juin 2024

**Maître Jordan DARTIER**  
Maire de VIAS

